



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement
Lorraine

METZ, le 06 janvier 2014.

UT DREAL 57

4 rue François de Guise – CS 50551
57009 METZ Cedex1

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

OBJET : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.
Société RETIA à JOUY aux ARCHES.

P.J. : Projet d'arrêté préfectoral.

--	--	--

* Ce document est susceptible de ne pas disposer de signature manuelle. Vous pouvez obtenir une copie de l'original signé en prenant contact à l'adresse mentionnée en en-tête.

Présent
pour
l'avenir

www.lorraine.developpement-durable.gouv.fr



I. Contexte :

Le site RETIA, ancien site de distillation et de stockage de goudrons situé à JOUY aux ARCHES a fait l'objet d'un diagnostic approfondi, d'une Etude Détaillée des Risques et d'un suivi des eaux souterraines prescrit par arrêté préfectoral n°2002-AG/2-313 du 20 novembre 2002. Ces études ont été présentées à l'Inspection en 2004.

Il ressort de l'auto-surveillance effectuée en application de cet arrêté que les concentrations en polluants (notamment BTEX et HAP) ont augmenté depuis 2008 dans les eaux souterraines.

Cette contamination de la nappe a pu être provoquée par le maintien sur site de certains déchets résiduels de l'exploitation.

L'arrêté préfectoral n°2010-DLP/BUPE-315 en date du 13 août 2010 impose à la Société RETIA des prescriptions complémentaires relatives à la remise en état.

Par transmission préfectorale du 24 février 2012, l'Inspection a reçu un courrier de la Société RETIA du 07 février 2012 ainsi que le plan de gestion du site RETIA de JOUY aux ARCHES.

Des compléments ont été demandés et l'exploitant a remis un plan de gestion consolidé une nouvelle fois complété par courrier du 22 mars 2013.

Le 17 octobre 2013, l'Inspection des Installations Classées a présenté aux représentants de la société RETIA un projet d'arrêté préfectoral encadrant les mesures de gestion prévues.

Ainsi, ce site est divisé en deux zones : la zone usine dont les pollutions feront l'objet d'un confinement et la zone canal où les pollutions seront excavées et le sol remblayé à l'aide de terres propres coté canal.

Seule la pollution située hors site à savoir sous la route de METZ ne fera pas l'objet de traitement.

Une surveillance des eaux souterraines sera mise en place afin vérifier l'étanchéité du confinement et l'évolution de la pollution située hors site.

A l'issue de la remise en état un rapport de fin de travaux devra vous être remis par l'exploitant.

II. Proposition de l'inspection :

Par mail en date du 25 octobre 2013, M. PRIOUL nous fait part de ses remarques concernant le suivi les eaux souterraines. Ce suivi ne sera plus réalisable sur les piézomètres inclus dans la zone prévue de confinement. Ces piézomètres seront rebouchés dans les règles de l'art.

De la même manière les piézomètres localisés sur la butte pourront également être rebouchés lorsque cette butte sera arasée.

Une liste de piézomètres utiles au suivi de la qualité de l'eau et à l'aval du futur confinement est également proposée par l'exploitant. Cette proposition appelle les remarques suivantes.

Le réseau actuel de piézomètres est très développé ; dans son mail du 09 octobre 2013 M. PRIOUL propose la suppression de 9 piézomètres et la mise en place de nouveaux piézomètres autour du PZ24.

Si la mise en place de nouveaux piézomètres permettant de suivre la phase coulante située sous la route de METZ et de l'autre côté du canal est pertinente, le fait de supprimer 9 piézomètres par rapport au suivi actuel de l'installation semble prématuré.

En effet, lors de la réalisation des travaux de remise en état il est préférable d'effectuer une surveillance plus large des pollutions dans les eaux souterraines.

Compte tenu des éléments présentés dans le plan de gestion et ses compléments, ainsi que des échanges entre l'exploitant et l'inspection lors de la réunion du 17 octobre 2013 et au vu de l'état du site portant atteinte aux intérêts visés par l'article L511-1 du Code de l'Environnement, vous trouverez ci-joint en application de l'article R 512-31 du Code de l'Environnement un projet d'arrêté préfectoral encadrant les mesures de gestion prévues par l'exploitant.

Cette affaire pourra être inscrite à l'ordre du jour d'un prochain CODERST.

PROJET D'ARRETE PREFECTORAL

Vu le livre V du Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°26/1 du 9 août 1926 autorisant la société des Huiles, Goudrons et Dérivés (HGD) à exploiter une distillerie de goudron à JOUY aux ARCHES ;

Vu l'arrêté préfectoral n°88-AG/2-395 en date du 30 juin 1988 autorisant la société NORSOLOR (ex HGD) à exploiter 29 route de METZ, une unité de fabrication de liants routiers ainsi que les installations de mélange et de stockage de liquide inflammables, produits goudronneux et bitumineux ;

Vu la cessation d'activité annoncée par courrier d'ELF ATOCHEM du 22 août 1996 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2002-AG/2-313 du 20 novembre 2002 prescrivant à la Société ATOFINA (devenue ARKEMA) des mesures complémentaires pour la remise en état de son site de JOUY aux ARCHES ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2010-DLP/BUPE-315 en date du 13 août 2010 imposant à la Société RETIA des prescriptions complémentaires relatives à la remise en état de cet ancien site de distillation et de stockage de goudrons ;

Vu le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées du

CONSIDÉRANT le plan de gestion remis par l'exploitant daté du 10 février 2012 ;

CONSIDÉRANT le plan de gestion consolidé daté du 20 septembre 2012 ;

CONSIDERANT que les installations exploitées sur le site de JOUY aux ARCHES, repris par la société RETIA ont conduit à une pollution des sols et des eaux souterraines au droit du site ;

CONSIDERANT que du goudron en phase pure est présent dans l'aquifère et s'est accumulé au toit des marnes ;

CONSIDERANT que du goudron en phase pure est présent hors du site ;

CONSIDÉRANT que les différentes études montrent la nécessité :

- de supprimer les risques par contact direct ;
- après les travaux de procéder à la surveillance des eaux souterraines ;
- après les travaux de procéder au contrôle de l'air ambiant sur le site ;
- de mise en place de Servitudes d'Utilité Publique après la réalisation des travaux, servitudes inscrites au Livre Foncier et reportées dans les documents d'urbanisme.

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Département de la MOSELLE ;

ARRETE

ARTICLE 1

La société RETIA dont le siège social se trouve Direction Générale Raffinage Chimie RETIA Tour City Défense - Bureau 04-075 16-32 rue Regnault F - 92902 Paris La Défense Cedex est tenue de se conformer aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 – MISE EN ŒUVRE DE MESURES DE GESTION

Au regard des propositions de gestion faites par l'exploitant dans son plan de gestion daté du 10 février 2012 et ses compléments du 20 septembre 2012, l'exploitant devra remettre son site en état pour un usage industriel.

Le site comporte deux parties : la zone usine et la zone canal.

Zone usine :

Un confinement par parois verticales du secteur défini dans le plan de gestion est mis en place avec recouvrement de ce secteur par un revêtement multicouche, étanche à l'air en surface.

La paroi du confinement doit être ancrée d'au moins 30cm dans les marnes.

Le revêtement multicouche imperméable à l'air est constitué d'une géo membrane, puis d'un géotextile ; il est ensuite recouvert d'un dispositif permettant d'éviter toute infiltration d'eau dans le confinement.

Lors de la réalisation de ces travaux, les terres excavées seront évacuées vers des filières autorisées.

Les mailles isolées zone usine, sont excavées et évacuées hors site vers des filières autorisées ou intégrées dans le confinement.

Les terrains en place sous la butte feront l'objet d'un contrôle spécifique suite à son déblaiement et devront si nécessaire faire l'objet d'une remise en état afin de répondre à l'alinéa 1 du présent article.

Zone canal :

Les terres polluées sont excavées et évacuées vers des filières autorisées.

Le remblayage est effectué par des terres propres. Les terres provenant de la butte de la zone usine du site pourront être utilisées sous réserve de compatibilité avec l'objectif fixé du premier alinéa du présent article.

Pour l'ensemble du site :

Pour la zone usine comme pour la zone canal, les fonds et bords de fouilles seront contrôlés de manière à garantir les objectifs de remise en état visés ci-dessus.

Les terres excavées, avant évacuation devront être stockées sur une aire aménagée.

La durée de stockage temporaire des déblais pollués ne doit pas excéder 3 mois et le stockage est effectué sur une aire dédiée étanche. Les déblais pollués ainsi stockés sont couverts à chaque fin de poste.

Les déblais sont évacués vers les filières adaptées et dûment autorisées et sont suivis à l'aide de bordereaux de suivi de déchets.

ARTICLE 3 – CONTROLE DES MESURES DE GESTION

Un contrôle des mesures de gestion mises en œuvre est réalisé au fur et à mesure de leur avancement afin de s'assurer que ces dernières sont réalisées conformément aux dispositions précitées.

En cas de constats d'écarts, l'Inspection sera informée des actions correctives mises en œuvre.

ARTICLE 4 – RAPPORT DE FIN DE TRAVAUX

Un rapport de fin de travaux est remis par l'exploitant ; il comprend notamment toutes les informations utiles portant sur le déroulement des travaux, les caractéristiques du confinement, les éléments démontrant l'atteinte des objectifs fixés à l'article 2.

Ce rapport comporte une analyse des risques résiduels (ARR) réalisée à partir des mesures de gestion effectivement réalisées.

Ce rapport est transmis dans un délai de 2 mois après la fin des travaux.

ARTICLE 5 – SURVEILLANCE

Eaux souterraines :

Une surveillance de la côte NGF piézométrique est réalisée de manière trimestrielle au minimum sur les piézomètres suivants :

PZ7ter, PZ8bis, PZ9, PZ11, PZ13bis, PZ14, PZ15, PZ16bis, PZ17, PZ20, PZ24, PZ26, PZ27, PZ28, PZ29, PZ30, PZ32, PZ33, PZ34, PZ35, PZ36, PZ37, PZ38, PZ39.

Une surveillance analytique est également réalisée de manière trimestrielle sur ces mêmes piézomètres.

Lorsque les travaux seront réalisés avec les terres de la butte la surveillance ne sera n'est plus réalisée que sur les piézomètres suivants :

PZ7ter, PZ8bis, PZ9, PZ11, PZ13bis, PZ14, PZ15, PZ16bis, PZ17, PZ20, PZ24, PZ27, PZ28, PZ29, PZ32, PZ34, PZ35, PZ36, PZ37, PZ38, PZ39.

L'exploitant met en place les piézomètres supplémentaires éventuellement nécessaires.

A minima des ouvrages complémentaires sont installés pour suivre l'évolution de la phase coulante située hors site et un piézomètre d'alerte est installé de l'autre côté du canal.

Les analyses portent sur les paramètres suivants :

pH,

Conductivité,

Hydrocarbures C10-C40,

Indice phénol,

BTEX,

HAP : naphtalène, acénaphthylène, acénaphène, fluorène, phénanthrène, anthracène, fluoranthène, pyrène, benzo(a)anthracène, chrysène, benzo(b)fluoranthène, benzo(k)fluoranthène, benzo(a)pyrène, dibenzo(ah)anthracène, benzo(ghi)pérylène, indénol(1,2,3-c,d)pyrène, somme des 4 HAP, somme des 6 HAP, somme des HAP.

COHV : dichlorométhane, chlorure de vinyle, 1,1-Dichloroéthène, trans 1,2-Dichloroéthylène, Trichlorométhane, Tétrachlorométhane, 1,2-dichloroéthane, 1,1,1-trichloroéthane, Tricloroéthylène,

tétrachloroéthylène, 1,2-Dichloropropane, cis-1,3-Dichloropropène, tribromométhane (Bromoforme), Hexachlorobutadiène.
Crésols : Phénol 2-méthyl, 4-Méthylphénols, 3-Méthylphénol (m-crésol).

Etanchéité du confinement :

L'efficacité du confinement doit être surveillée par RETIA et comporte a minima les analyses réalisées sur les eaux souterraines. Le résultat commenté de ce contrôle doit être communiqué une fois par trimestre à l'Inspection.

Air ambiant :

Des analyses d'air ambiant devront être réalisées tous les 3 mois sur une période a minima d'un an à compter de la signature du présent arrêté, afin de contrôler la teneur en BTEX, HAP, Hydrocarbures totaux à la surface du site.
Ces résultats sont transmis commentés à l'Inspection.

ARTICLE 6 – PLANS DE SURVEILLANCE

Les plans de surveillance visés à l'article 5 peuvent être modifiés sur la base de propositions accompagnés d'éléments d'appréciation pertinents.

ARTICLE 7 – POLLUTIONS CONSTATÉES HORS SITE

L'exploitant doit préciser l'extension (en surface et en profondeur notamment) de la phase coulante située sous la route séparant les deux zones visées à l'article 2 dans un délai de deux mois après la publication du présent arrêté.

ARTICLE 8 – BILAN QUADRIENNAL

L'exploitant effectue un suivi régulier des résultats de la surveillance environnementale mise en place.

Sans préjudice des dispositions qui peuvent être mises en œuvre en cas de constat d'anomalies, un bilan de cette surveillance est effectué tous les 4 ans afin d'adapter cette dernière le cas échéant aux évolutions constatées.

Ce bilan examine la pertinence des mesures de gestion mises en œuvre, ainsi que les modalités de la surveillance. En particulier, les données acquises sur ces 4 années viennent s'insérer dans le schéma conceptuel préétabli pour mesurer l'efficacité des mesures de gestion mises en place.

Ce document intègre un bilan des contrôles réalisés pour s'assurer de la pérennité des mesures de gestion mises en œuvre.

Ce document est adressé au Préfet dans les six mois suivant l'échéance quadriennale.

ARTICLE 9 – RESTRICTIONS D'USAGE

L'exploitant définit les restrictions d'usage à mettre en œuvre afin de garantir que les pollutions résiduelles ne génèrent pas de risque en cas de changement d'usage ultérieur.

Le dossier de restrictions d'usage comprendra a minima un plan parcellaire délimitant les zones concernées par la présence de pollutions résiduelles, ainsi que l'énoncé des restrictions d'usage à instaurer sur chacune de ces zones.

Il sera remis au Préfet dans un délai n'excédant pas 3 mois à compter de la remise du rapport de fin de travaux visé à l'article 4 du présent arrêté.

Les restrictions d'usage proposées pourront prendre la forme de Servitudes d'Utilité Publiques, tel que le prévoit l'article L. 515-12 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 10 – FRAIS

L'ensemble des frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.